(*Suite*)

Remarquons d'ailleurs que, à part le *Times*, les journaux anglais sont unanimes à blâmer l'attitude prise par l'ambassadeur anglais, attitude qui ressemble à une provocation.

La Liberte de Paris résume assez exactement la situation.

"M. Delcassé ne manquera certainement pas de charger M. Cambon, dont le départ pour Londres où il va prendre son poste d'ambassadeur aura lieu aujourd'hui, de demander au marquis de Salisbury, si c'est par ses ordres que l'ambassadeur anglais à Paris s'est cru autorisé, non seulement à représenter la politique étrangère anglaise, mais aussi à diriger notre politique étrangère française."

Beaucoup de journaux vont jusqu'à réclamer le rappel de Sir Edmund Monson.

S'il faut en croire une dépêche de Londres, M. Chamberlain, dans une réunion conservatrice à Wakefield, vendredi, aurait approuvé l'attitude de Sir Monson, et cette approbation aggrave considérablement l'importance de l'incident.

Elle semble donner raison à ceux qui répètent que l'Angleterre veut à tout prix la guerre avec la France, et que le plus déterminé de tous est M. Chamberlain.

Remarquons d'ailleurs qu'au même moment paraissait une dépêche évidemment de source officieuse, déclarant que :

"A la prochaine session du Parlement, le Gouvernement Britannique prendra des mesures vigoureuses pour arriver à une solution des affaires de Terre Neuve."

Il ne faut donc pas s'étonner si l'empereur d'Allemagne, recevant dimanche dernier le nouveau président du Reichstag, a déclaré que :

"La situation internationale nécessitait la plus profonde attention, comme chacun peut s'en rendre compte."

L'empereur en a conclu à la nécessité d'augmenter l'armée allemande dont le contingent sur le pied de paix sera élevé de 17,000 hommes et 4,000 chevaux.

Doit-on attribuer cette augmentation à la situation précaire où semble se trouver la fameuse triple alliance, et l'Allemagne entrevoit-elle la nécessité de se tenir sur ses gardes?

Il est certain que la triple alliance semble fortement ébranlée.

Le discours que le comte de Thun-Hohenstein, président du conseil des ministres d'Autriche, a prononcé au reichsrath a causé une surprise extrême en même temps qu'un vif mécontentement. En réponse à une interpellation sur l'expulsion de Prusse des sujets autrichiens, le président du conseil a dit que le ministère des affaires étrangères d'Autriche avait protesté avec énergie et qu'il n'hésiterait pas à protéger les droits des Autrichiens et à user de représailles si c'est nécessaire.

A en juger par les commentaires des journaux, l'affaire a une grande importance. La "Gazette de Voss," notant le fait que le comte de Thun a déclaré qu'il avait l'approbation du comte Goluchowski, ministre des affaires étrangères d'Autriche-Hongrie, demande si le président autrichien du conseil des ministres prépare le monde à une dissolution de la triple alliance, et si son récent discours au reichsrath lui a été inspiré lors de la récente visite à Vienne du ministres des affaires étrangères de Russie, le comte Mouravieff. Le journal déclare que l'Allemagne peut "très facilement trouver d'autres alliances et qu'au besoin, elle est à même de se protéger sans cela."

L'Italie, on le sait, paraît également se tourner du côté de l'alliance française.

Toutes ces considérations semblent justifier ce que nous disions précédemment au sujet de l'Allemagne.

Elle ne veut pas se prononcer, espérant se mettre du côté du plus fort au bon moment; mais au train dont vont les choses elle joue gros jeu; elle risque de se trouver avec le continent tout entier sur le dos, et cette perspective est certainement de nature à la faire réfléchir.

La Russie, elle aussi, ne cache pas ses sentiments à l'égard de l'Angleterre.

Les "Nouvelles" de St-Petersbourg font remarquer que lord Salisbury admet la possibilité de complications sérieuses au sujet de l'Egypte et que le discours de cet homme d'Etat doit être considéré comme un avertissement pour toutes les puissances qui ne sont pas disposées à tolérer les prétentions du gouvernement anglais. Le journal russe dit en outre que ces puissances doivent prendre les mesures de précautions nécessaires, tout en s'abstenant de faire des discours provocateurs, en restant calmes et en ayant conscience de leur force.

Il semble d'ailleurs que si l'Allemagne se décidait à marcher d'accord avec l'Europe, ce serait le meilleur moyen de prévenir la guerre qui menace.

L'Angleterre a manqué son coup par suite de la reculade de la France à Fachoda, et plus le temps s'écoulera, plus les chances de conflit disparaîtront par suite du groupement des intérêts européens.

A noter une révolte du Mad Fakin, chef musulman dans les Indes, on évalue ses forces à 3,000 ou 6,000 hommes. C'est la source de nouvelles difficultés sérieuses dans les Indes.

Au Transvaal, les dépêches anglaises accusent les Boers d'avoir commis des atrocités dans la lutte contre le chef indigène Mhafu; heu! sont-ce bien les seuls.

Attendons-nous d'ici peu de temps à voir du nouveau au Transvaal.

Pour Rire.

A l'enterrement d'un poivrot.

—Ce pauvre ami! Enfin il est mort sans souffrir, il s'est éteint tout doucement ...

—Ça a dû le changer, lui qui s'allumait toujours!

L'Affaire Dreyfus.

Les éditeurs Fayard ont publié la première partie des prétendues révélations d'Estherhazy. C'est un désappointement. Le livre ne renferme que deux révélations dignes d'intérêt pour le public français; elles concernent le bordereau et les circonstances sous lesquelles les deux télégrammes, "Blanche" et "Speranza" destinés à compromettre le colonel Picquart, ont été fabriqués par Esterhazy et sa maîtresse, Mme Pays.

Le Matin a exprimé clairement son opinion en disant que l'auteur des révélations est un simple "poseur de lapin." M. Henri Rochefort lui-même, qui est très hostile à Dreyfus, ne dit rien en faveur d'Esterhazy.

Un événement autrement important est la décision prise par la cour de Cassation, jeudi dernier, ordonnant d'arrêter les procédés du conseil de guerre contre Picquart.

Cette décision a causé une grosse émotion et donné lieu aux commentaires les plus variés.

Quelques manifestations ont eu lieu sur la rue entre revitsionnistes et anti-revisionnistes, des coups de revolvers ont été tirés et un homme blessé.

Le Gaulois de samedi raconte que le général Jamont en son nom et en celui de plusieurs autres chefs de l'armée, se serait plaint récemment auprès du président Faure, de la pénible situation faite aux chefs de l'armée par l'arrêt de la cour de cassation, ordonnant la suspension du conseil de guerre qui devait juger Picquart.

M. Faure aurait répondu que la constitution ne lui permet pas d'intervenir.

Le conseil de guerre se réunira probablement pour s'ajourner à une date indeterminée.

Les racontars de tous genres continuent à circuler, et comme les dreyfusards, ne se font pas faute d'user de prétendues révélations pour aider leurs menées, il n'est pas mauvais de citer les faits suivants.

Le Soir publie la lettre suivante de Mme Hélène Huguenin, qui a servi chez M. Labori, l'avocat d'Emile Zola :

"Monsieur le directeur du *Soir*,

"Voyant la campagne que vous faites dans votre journal contre les amis du traître Dreyfus, je viens vous apporter mon témoignage, que je suis prête à répéter devant n'importe quels juges.

"Je suis veuve, j'ai un fils qui est soldat et un autre fils qui sera soldat, lui aussi, plus tard. Vous comprenez donc ce qui doit se passer dans le cœur d'une mère dont les enfants seront un jour peut-être devant l'ennemi, lorsqu'elle entend des paroles comme celles que j'ai entendues chez M. Labori.

"C'était au mois de novembre dernier, il y a juste un an.

"Servant le déjeuner, auquel assistaient M. Labori, Mme Labori et un de leurs amis, M. Roy, qui est, je crois, de Reims, j'entends ce dernier dire à M. Labori, à propos de l'affaire Dreyfus :

"'—Je crois que vous vous aventurez dans une chose bien grave.'

"M. Labori répondit alors, faisant allusion au projet qu'il avait, lui et son ami, de se présenter plus tard à la députation :

"'—Vous, avec votre prudence, moi, avec ma 'tapette,' nous sommes sûrs d'arriver. Nous avons Scheurer-Kestner avec nous, nous pouvons marcher de l'avant.'

"A ce moment, je sortais de la salle à manger. Quand je rentrai, Mme Labori disait à son mari :

"'—Croyez-vous que Dreyfus soit coupable?'

"Et M. Labori, faisant un signe affirmatif, ajouta :

"'—Mais avec la galette on arrive à tout, et ce sont les Juifs qui l'ont.'

"A ce moment, de stupéfaction et d'indignation, je faillis laisser tomber sur M. Roy le plat que je tenais.

"M. Labori, s'apercevant de mon saisissement, me dit : 'Hélène, faites donc attention.' Puis il parla allemand avec Mme Labori, et immédiatement après le déjeuner, à la suite de réflexions que je fis tout haut dans la cuisine, sur ce que je venais d'entendre, Mme Labori me renvoya de cette maison où, d'ailleurs, je n'aurais pas voulu rester une heure de plus.

"Tout ceci, je suis prête à en déposer sous serment dans l'intérêt de la justice et de la vérité.

"HÉLÈNE HUGUENIN."

A noter aussi la condamnation de M. Decoq, jugé à huit-clos en Allemagne pour espionnage.

L'Eclair, de Paris, dit à ce propos :

"C'est ainsi que les Allemands procèdent en matière de haute trahison ou d'espionnage. Au nom de la sécurité nationale, ils entendent que des enquêtes judiciaires qui durent jusqu'à neuf mois soient secrètes et que les débats soient secrets également. Ils ne font connaître que le verdict.

"Les Allemands, dans l'affaire Dreyfus, prennent naturellement parti pour les défenseurs du condamné. Ils font chorus avec ceux-ci contre le huis clos et pour la divulgation des pièces secrètes. Mais chez eux les pièces secrètes ne sont point divulguées et la justice accomplit son œuvre dans le plus rigoureux des huis clos.

"Il paraît que le régime dont l'Allemagne se trouve si bien, serait déplorable pour la France, qui a le devoir de juger au grand jour les crimes que, par raison d'Etat, l'Allemagne juge dans l'ombre. C'est pourquoi, en toute l'Allemagne, il s'échange tant de cartes postales à la gloire de M. Labori, de M. Picquart ou de M. Zola—quand, sur ces mêmes vignettes, nos soldats sont bafoués, leur chefs sont voués à la dérision, et souillés des pires insultes."